



Luxembourg, le 26 août 2015

Monsieur Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre
des Députés

Luxembourg

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 de notre Règlement interne, je souhaite poser la question parlementaire suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures :

« Depuis peu, plusieurs nouveaux moyens de locomotion ont fait leur apparition au Luxembourg : les trottinettes électriques (e-trottinettes) et les mono-roues (solowheels).

Voilà pourquoi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- 1) A quelle catégorie de véhicule les trottinettes électriques sont-elles assimilées ? Leurs utilisateurs doivent-ils circuler sur les routes ou peuvent-ils emprunter les voies piétonnes et pistes cyclables ?*
- 2) Qu'en est-il des solowheels, sachant qu'il s'agit d'un véhicule à une roue et que le Code de la route définit généralement un cycle comme véhicule ayant deux roues au moins ?*
- 3) Quelles procédures administratives sont requises pour l'utilisation de ces véhicules (certificat de conformité communautaire, immatriculation, enregistrement, vignette de conformité) ? »*

Veillez croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma très haute considération.



Max HAHN
Député



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Luxembourg, le



Monsieur Fernand Etgen
Ministre aux Relations avec
le Parlement

Service Central de Législation
43, boulevard F.D. Roosevelt
L – 2450 Luxembourg

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer en annexe la réponse à la question parlementaire N° 1396 du 26 août 2015 de Monsieur le député Max Hahn, concernant les trottinettes électriques et les mono-roues, tout en vous priant de bien vouloir en assurer la transmission à Monsieur le Président de la Chambre des Députés.

Recevez, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

François Bausch
Ministre du Développement durable
et des Infrastructures

Réponse de Monsieur François BAUSCH, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, à la question parlementaire N°1396 du 26 août 2015 de Monsieur le Député Max Hahn

Par sa question parlementaire, l'honorable Député demande des renseignements au sujet de la classification des trottinettes électriques (« e-trottinettes ») et des mono-roues « solowheels » aux termes de la réglementation routière, ainsi que sur les conditions d'utilisation et de mise en circulation de ces moyens de locomotion sur la voie publique.

Pour ce qui est des trottinettes électriques, elles sont à considérer comme cycles électriques à condition que la puissance nominale continue maximale du moteur électrique ne dépasse pas 0,5 kW et que la vitesse maximale par construction ne dépasse pas 25 km/h. Les règles de circulation sont celles applicables aux cycles et cycles électriques ; partant, la circulation sur les trottoirs et autres parties de la voie publique réservées aux piétons, est interdite. A l'instar des cycles électriques, les trottinettes électriques doivent, avant leur mise en circulation, être enregistrées auprès de la Société Nationale de Circulation Automobile (SNCA) et doivent être couvertes par une vignette de conformité en cours de validité. A relever à cet égard que dans le cadre de la réforme envisagée du contrôle technique routier (Projet de loi n°6715), il est prévu d'abroger cette procédure d'enregistrement.

S'agissant des mono-roues, ils sont régis par les dispositions de l'article 162bis de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la route), selon lesquelles leur utilisation est interdite sur la voie publique. La circulation peut toutefois être autorisée, par voie de règlement et moyennant apposition d'une signalisation additionnelle correspondante, sur les voies publiques munies des signaux routiers C,2 (circulation interdite dans les deux sens), D,4 (piste cyclable obligatoire ou voie cyclable obligatoire), D,5 (chemin pour piétons obligatoire), D,5a/D,5b (chemin obligatoire pour cyclistes et piétons), E,25a (zone résidentielle) et E,27a (zone piétonne). Les personnes qui utilisent ces dispositifs dans les conditions précitées, sont assimilées aux piétons. Il n'y a pas d'obligation d'immatriculation ou d'enregistrement pour ces moyens de locomotion.